

## AU SOIR D’ALGÉRIE

# réside dans ses dirigeants»

### La même chose ?

C'est-à-dire sans utiliser les mêmes mots... On ne savait pas comment. Tout le problème était d'arrêter les élections sans violer la Constitution, accusation qu'on n'a pas manqué de nous faire. Mais je peux vous dire qu'on a respecté la Constitution dans ses moindres dispositions jusqu'à l'arrêt du Conseil constitutionnel

### Votre sentiment aujourd'hui ?

Le CNSA, l'UGTA, le RCD, qui étaient pour l'arrêt du processus n'auraient rien pu faire contre le FIS. Ceci dit, mon opinion aujourd'hui est que nous avons évité à l'Algérie une réelle «afghanisation», si le FIS avait pris le pouvoir. En tout cas, l'armée aurait été de l'autre bord. Imaginez un moment si elle s'était divisée, que serait-il arrivé après ? Tout aurait été sens dessus-dessous. Nous sommes passés par des moments difficiles, certes, mais nous avons évité la guerre civile.

**Parlons de votre dernier livre *Le rempart* . En le lisant, on est plongé dans l'horreur, l'époque de sang et de pleurs. Les blessures que l'on veut fermer sont rouvertes ! Pourquoi ce livre ?**

Oui, bonne question. Quand j'étais au HCE, j'avais pour habitude de prendre des notes, et c'est comme ça du fait de mon métier d'avocat, à l'inverse de mes collègues qui n'en prenaient pas beaucoup. Par contre, les débats étaient enregistrés et se trouvent à la Présidence. On pourra, au besoin, leur confronter ce que je dis. J'ai considéré que j'étais détenteur de faits et de documents importants sur lesquels nous avons travaillé. Nous avons élaboré des projets pour la conférence nationale du consensus. J'ai donc pensé qu'il fallait qu'on en fasse une synthèse, qu'on écrive sur cette période de l'histoire de l'Algérie de façon honnête sur la base de références précises.

Quand j'avance le chiffre de 70 000 morts, je ne l'invente pas à partir du néant, tandis que d'autres parlent de 100 000 et 200 000. Pourquoi pas plus ou moins ? Semaine après semaine me parvenaient des documents...

**Comment concilier la réserve que s'impose tout homme politique et l'exigence d'objectivité de l'observateur averti ?**

Par ma formation d'avocat, je sais que lorsque vous défendez quelqu'un en pénal, il ne vous dit jamais la vérité, et c'est en lisant le rapport de police que l'on apprend l'autre face de la vérité. Il faut alors toujours voir les deux aspects d'une thèse. C'est pourquoi, il m'arrivait de ne pas être d'accord au HCE sur certaines questions. Mais c'est la loi de la majorité qui prime.

**On pourrait vous opposer une critique de fond, à savoir que votre livre ne reflète que le seul point de vue de Ali Haroun et celui du camp auquel vous appartenez et donc forcément partial...**

Tout à fait, je suis d'accord avec vous. Moi, je ne suis pas un historien, mais en tant qu'acteur d'un événement, j'essaye de le rapporter le plus objectivement possible, car on a tendance à privilégier sa propre thèse.

***Le rempart*\* met en lumière, à notre avis, un pan entier du mouvement islamiste en Algérie qui n'a pas bénéficié de toute l'attention qui s'impose, à savoir l'embrigadement des jeunes bien avant la création du FIS. Pourquoi, selon vous, a-t-on occulté cette réalité pour focaliser plus sur les groupes terroristes à partir de 1992 ?**

Le terrorisme est antérieur à l'arrêt du processus électoral à l'exemple du groupe

de Bouyali, l'attaque de la caserne de Guemmar en novembre, alors que les élections devaient se dérouler en décembre, l'attaque du centre de police de Soumaâ, les manifestations violentes à Ouargla où une dame a été brûlée vive. Relisez les journaux de l'époque !

**Oui, mais pourquoi insiste-t-on sur le terrorisme post-arrêt des élections en occultant ce que vous rappelez ?**

Je ne sais pas... Ecoutez, quand Boudiaf est arrivé, son premier discours a été : «Je tends la main à tout le monde.» Concernant le FIS, il a dit qu'il a sa place parmi nous à condition qu'il n'utilise pas la violence qu'il avait déjà commencé à pratiquer. Personne n'a empêché les islamistes de travailler paisiblement, Boudiaf encore moins que personne, mais leurs agissements n'étaient pas dans la voie de la paix et de la sérénité. Et pour preuve, au bout d'un certain temps, les extrémistes du FIS ont pris le dessus. Sans aucun doute, si le FIS avait pris le pouvoir les Abassi, Benhadj auraient été éliminés par les Zitouni, Zouabri...

**Le rejet de l'option islamiste avec la dissolution du FIS semble à maints égards prémonitoire au regard du rôle néfaste des islamistes qui activent ouvertement à la faveur du «printemps arabe» et du chaos qu'ils provoquent en Egypte, en Libye, en Tunisie et particulièrement en Syrie.**

Prémonitoire ? On ne pouvait prévoir ce qu'il se passe aujourd'hui. Par contre, cela illustre parfaitement ce qui se serait produit chez nous s'il n'y avait pas l'interruption du processus électoral. Le HCE est une parenthèse (NDLR : 2 ans), car il n'est pas venu pour prendre le pouvoir et s'imposer dans autant de mandats qu'il aurait voulu. Il est venu d'après le Haut Conseil de sécurité pour remplir un vide et s'est retiré à la fin du mandat de Chadli (NDLR : qui avait démissionné ou a été forcé à le faire). Zeroual a été nommé chef de l'Etat et non président de la République. Par la suite, on a repris le processus électoral. A cet égard, l'élection de Zeroual a été tout à fait correcte.

**Au cœur de ces débats sur les réformes politiques : la Constitution. Vous faites un constat sans appel. Je vous cite : «Depuis l'indépendance, nos Constitutions ont subi injures et dévoilements si ce n'est violations et outrages.» Mais il y a par ailleurs aussi de fortes oppositions à une Assemblée constituante à laquelle vous appelez...**

C'est-à-dire une deuxième République ? Ce débat est secondaire. On créera un précédent fâcheux, car, croyez-moi, dans 20, 30 ans, il y aura des gens qui voudront en faire une 3<sup>e</sup>, une 4<sup>e</sup> et ainsi de suite. La France en est à la 5<sup>e</sup> République ! Aux Etats-Unis, la Constitution n'a jamais été changée. Ce qu'il faut, c'est revoir la Constitution dans ses faiblesses originelles. Elle a été malmenée récemment...

### Cela veut dire quoi «malmenée» ?

Exemple : l'article relatif à la limitation des mandats. Il n'y a pas eu de partis ou de personnes pour dire non ou bien je m'abstiens. La limitation des mandats est une des caractéristiques de la démocratie. S'il y a une permanence dans les mandats, vous portez atteinte à la liberté de choix du peuple. Cette situation nous interpelle jusque dans la façon dont les députés ont été élus. Au lieu de représenter la volonté populaire, ils représentent autre chose...

**On s'attendait à une réforme de la**

**Constitution avant la présidentielle comme le voulaient les partisans de Bouteflika, mais finalement, elle est repoussée à une date ultérieure. Quelle analyse faites-vous de ce report ?**

Peut-être parce qu'avant les élections il y aurait eu de la surenchère, et pour un texte aussi important, il faut se donner le temps et en débattre.

**En Algérie, force est d'observer que l'élection présidentielle se déroule à chaque fois dans un climat de tension, voire d'exception, comme c'est le cas aujourd'hui avec un Président malade et amoindri physiquement qui briguerait un 4<sup>e</sup> mandat malgré tout.**

Mais pourquoi cette tension ? Si nous avions la limitation des mandats introduite par Zeroual, il n'y aurait pas eu cette tension, car un an avant la fin d'un mandat, on le savait, et les candidats avaient le temps de se préparer et les électeurs auraient le temps de les connaître. C'est parce qu'on a des textes constitutionnels qui ne sont pas bons que nous nous retrouvons dans une telle situation.

### Un 4<sup>e</sup> mandat pour l'actuel Président ?

...Tout est possible dans ce pays...

**Voyez-vous alors une autre alternative ?**

En vertu de la nouvelle Constitution, que Bouteflika veuille se représenter, il en a le droit. Mais il peut aussi interroger sa conscience. S'il se présente ainsi que deux ou trois candidats sérieux sans compter les 10 candidats qui ne sont là que pour se mousser en tant que candidats malheureux à la présidence, si nous arrêtons les pratiques à la Naegelen (bourrage des urnes), comme il l'a dit lui-même à Sétif, il me semble qu'au premier tour, personne ne peut passer. Il n'y aura pas un candidat qui l'emportera à 90% au premier tour, autrement, c'est truqué ! Dans un deuxième tour, on aura deux candidats, et c'est au peuple de voter pour la continuité du système s'il le désire ou bien comme il a eu à dire «7 ans, ça suffit !», il dira «52 ans, barakat !» et votera pour quelqu'un d'autre et tournera la page.

### Tourner la page, c'est votre souhait ?

Oui, dans l'intérêt de tout le monde. Ce n'est pas une question d'hommes mais de management. Après 52 ans — et je n'ai aucune inimitié pour quiconque — l'Algérie est mal managée, mal dirigée depuis le début.π

**Donc un problème de renouvellement du personnel politique aux commandes du pays depuis 1962, qui se maintient au pouvoir par tous les moyens, même violents ?**

Pas du personnel politique, mais de la manière dont il est désigné. Il doit être l'émanation d'un choix réel.

**Si je vous disais «corruption, islamisme instrumentalisé, malaise social profond, recul des libertés, intolérance, violence, drogue et autres maux sociaux», me rétorqueriez-vous «tableau noir injuste ou réalités palpables d'aujourd'hui» ?**

On ne peut pas nier ces réalités, sauf que parler de corruption, c'est quoi ? C'est s'acaparer de choses auxquelles vous n'avez pas droit : argent ou autre, parce qu'une force oblige l'autre à vous les remettre. Comment en est-on arrivé là ? Parce qu'en 1962, le pouvoir a été pris par la force et non par le droit. Au risque de me répéter, le premier pouvoir n'a pas été le choix de ceux qui

ont fait la guerre ou celui du peuple. En clair, le pouvoir n'a pas été octroyé à Ben Bella par les responsables du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA) qui s'est dispersé avant le vote. A Tlemcen, Ben Bella a déclaré : «Je suis élu.» J'étais présent, il n'y a pas eu de vote. Il avait l'appui de Boumediène et de 45 000 hommes armés. Il y a donc eu corruption pour la prise du pouvoir, et avec le pouvoir, vous avez donc tout pris, vous pouvez disposer y compris du budget de l'Algérie. La corruption se fait au sommet pour toucher les échelons plus bas. Voilà comment la morale a été dévoyée puisque la corruption banalisée est devenue quelque chose de normal.

C'est ainsi qu'ont été pervertis les rapports au pouvoir de l'Algérien. Dans un système pareil, toute personne qui détient une parcelle de pouvoir a tendance à la monnayer.

**Le monde change très vite mettant au jour de nouveaux enjeux. Tour à tour, acteur et éminent observateur politique, quel est le sentiment de Ali Haroun quant aux défis auxquels feront face à brève échéance l'Algérie et les Algériens ?**

Au risque de passer pour un naïf, je vous dirai, je suis né optimiste. Durant 29 ans, j'ai été l'objet d'interdiction de sortie du territoire, de mandat d'arrêt sous Ben Bella et on m'a privé de mes papiers. Je reste optimiste pour mon pays et son histoire nous l'enseigne. On parle de Ben M'hidi, on en a eu des dizaines au cours de l'histoire qui nous renvoie à Massinissa, Jugurtha et à tous les héros berbères de l'époque romaine. C'est pourquoi, je garde espoir que dans très peu de temps, comme au temps de la cassure du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques issu du PPA-parti du peuple algérien), des gens ont lancé l'idée du CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action), du FLN, etc. Ce n'est pas venu des grands chefs mais de la base. L'Algérie a produit des hommes capables de faire face aux problèmes du moment. Comment voulez-vous qu'on ne s'en sorte pas : nous avons des cadres admirables, une diaspora qui réussit, des ressources naturelles ...

### Le déclic tarde à se faire...

Après l'indépendance, nous étions persuadés que nous allions être au niveau de la Grèce 10 ans après et à celui de l'Espagne en 20 ans...

**On aurait pu faire partie des BRICS\*\*\*...**

Nous aurions pu l'être, si le peuple n'avait pas perdu la foi et s'il avait pu s'exprimer... Le grand mal dont souffre l'Algérie, ce sont ses dirigeants. Quand les Algériens choisiront librement leurs dirigeants, ils retrouveront cette foi, nous sortirons de la stagnation et ferons partie des pays émergents.

**B. T.  
taouchichetbrahim@ymail.com**

*\* Né Henri de Bourbon, il est assassiné le 14 mai 1610 à Paris. Il fut roi de Navarre puis roi de France, premier souverain français de la branche dite de Bourbon de la dynastie capétienne. Son assassin était-il un solitaire qui le tua dans un accès de folie mystique ou un fanatique poussé au crime par de puissants personnages ? Des rapports permettent d'avancer l'hypothèse que le bras de Ravailac aurait été armé par une faction puissante.*

*\*\*Le rempart - La suspension des élections législatives de janvier 1992 face à la terreur djihadiste, 326 page, Casbah Editions.*

*\*\*\*BRICS : Brésil-Russie-Inde-Chine- Afrique du Sud.*